



Bureau National du 10 juillet 2013

Rapport de Tonio Sanchez secrétaire national.

Extraits

Situation politique nationale,

Sans surprise, c'est la poursuite des mesures d'austérité.

Le capital pousse les états à aller encore plus loin dans ce qu'il appelle les « réformes structurelles ». Le gouvernement Hollande applique les décisions et prépare un plan « d'économies » pour 2014 de 14 à 20 milliards d'euros.

Ça pose d'ailleurs quelques problèmes à l'intérieur du gouvernement, on l'a vu avec le limogeage de Delphine Batho. N'exagérons rien, ce n'est pas l'insurrection, mais ça grogne dans les cabinets ministériels.

On a d'ailleurs ce phénomène au Portugal, en Italie, en Espagne, en Grèce où être ministre devient précaire face au mécontentement populaire mais il faudra beaucoup plus de luttes pour faire reculer le capital.

La politique d'austérité va donc s'aggraver, les mesures vont toucher l'administration de l'état, les retraites bien sûr et les collectivités locales et tout ça pour répondre aux injonctions de Bruxelles concernant les 3% de dette publique par rapport au PIB, ce qui est bien sûr une vaste manipulation de l'opinion.

Sur ces 14 milliards d'« économies » 9 concernent les dépenses de l'état, 5 la Sécurité Sociale, les retraites et la branche famille, les collectivités locales sont déjà pénalisées de 1,5 milliards cette année, on en connaît les conséquences.

Depuis l'élection de Hollande, 28000 postes de fonctionnaires ont déjà été supprimés et en 2014, 3210 postes vont encore disparaître, ce qui nous donne une idée de l'aggravation des difficultés dans les fonctions publiques.

Selon « Le Figaro », cela ne suffira pas à tenir l'objectif fixé par Bruxelles et les économistes bien informés prévoient de nouvelles hausses d'impôts en 2014, ce que Moscovici n'a pas démenti et que le ministre du budget Cazeneuve a confirmé en indiquant que les prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) augmenteraient de 6 milliards en 2014.

On imagine les conséquences sur le pouvoir d'achat des travailleurs qui rappelons-le a baissé de 0,9% en 2012 ce qui n'est pas arrivé depuis 1949.

Parallèlement à cette baisse historique du pouvoir d'achat, le nombre de travailleurs qui paient l'impôt sur le revenu ne cesse de croître : en 2000, ils étaient 16 millions, en 2012 18 millions et 19 millions en 2013. Il y a 3 millions de

contribuables supplémentaires alors que le pouvoir d'achat ne cesse de diminuer. De plus en plus de salariés au revenu modeste sont mis à contribution.

Par contre pour les patrons, tout va bien. La rémunération moyenne des dirigeants du CAC 40 a progressé de 21% en 5 ans pour atteindre 2,32 millions d'euros en 2012 (Le Figaro).

La rémunération médiane des patrons hors CAC 40 a augmenté de 17% en 5 ans pour atteindre en 2012 351 000 euros. La rémunération annuelle maximum d'un PDG d'entreprise publique ne peut pas excéder 450 000 euros par an, c'est le gouvernement qui fixe le plafond. On est loin du discours de Hollande avant son élection : « au -dessus de 4000 euros, je prends tout ».

Moins de pouvoir d'achat, ce sont des difficultés qui s'accroissent, on a déjà dit beaucoup sur les dépenses de santé, de logement, de nourriture, 51% des français ne partent pas en vacances cette année. C'est 900 000 de plus qu'en 2012. 2 millions de retraités vivent sous le seuil de pauvreté, les conséquences sociales de cette politique se font de plus en plus durement ressentir.

Et tous les jours, ce sont de nouvelles annonces de suppressions d'emplois :

Darty, IBM, Canon, Siemens, Gad, Spanghero, Faurecia, La Poste ou le PDG démissionne après avoir supprimé 80 000 postes en 10 ans (5 000 en 2012), l'objectif est d'en supprimer autant.

Le nouveau patron du MEDEF P. Gattaz demande 100 milliards de cadeaux supplémentaires parce que « c'est l'entreprise qui sauvera la France », il réclame 50 milliards en moins sur 5 ans sur les cotisations sociales qu'il « faut transférer sur la TVA ou la CSG » et 50 milliards en moins sur les prélèvements obligatoires (impôts et taxes)... Il n'oublie pas le code du travail qui « terrorise les patrons » et il traduit sa politique par « il faut un terrain serein fiscalement et plus souple socialement ». Il propose également de porter l'âge de la retraite à 63 puis 65 ans et le nombre d'annuité à 43 ans. Pour couronner le tout augmenter la TVA de 1% par an pendant 3 ans pour la porter à 23% pour « suivre les exemples courageux du Canada et de l'Allemagne »

Le MEDEF dicte sa ligne de conduite au gouvernement, après les 20 milliards de crédit d'impôts et l'accord ANI, Gattaz en veut plus. C'est ce qu'il est allé dire à Ayrault le 4 Juillet dernier dans le cadre des rencontres sur les retraites.

Tous les syndicats ont été reçu par Ayrault ce 4 Juillet, on se demande pourquoi puisque tout est déjà ficelé : rien sur les salaires et l'emploi, tout sur de nouveaux reculs sociaux.

Ces rencontres vont se dérouler pendant tout le mois de juillet, les centrales syndicales n'ont pas appelé à la mobilisation, mais CGT, FSU, FO, Solidaires appellent à une journée de grève et de manifestations le 10 Septembre poussées par la base syndicale dont les critiques sur l'action syndicale se multiplient, Renault Cléon, UL de Tourcoing, UD Meuse, Assemblée Générale dans le Doubs. A Saint-Nazaire chez STX, à la fonderie de Bretagne dans le Morbihan (ex SBFM), chez Ascométal à Fos sur Mer, Hagondange et Dunkerque, les travailleurs refusent le chantage à l'emploi. Chez Behr France (équipement auto) en Alsace, la CGT est favorable à l'accord de baisse des salaires et l'abandon de 5 jours de RTT. La CFDT, l'UNSA et la CFTC sont contre.

On l'a déjà dit mais il serait utile que l'on donne notre opinion sur le syndicalisme et qu'on la fasse connaître.

De plus, des organisations syndicales nous envoient des documents concernant leur secteur d'activité, il faudrait voir comment resserrer les liens avec ces syndicats, nous en discuterons avec le Comité National dans le débat sur notre organisation.

Dans cette situation, les politiques ne bougent pas, le PS et ses alliés, même si ça grogne un peu, appliquent les décisions du capital, le Front de gauche avec ses composantes ne pensent qu'aux prochaines échéances électorales, la droite tente de se recomposer et se rapproche du discours du Front national. Bref, la politique de Hollande convient à tout le monde à quelques critiques près.

La rentrée sera donc marquée par beaucoup d'activité.

Sur le plan des luttes, on a parlé du 10 Septembre, mais il y a aussi les rassemblements régionaux organisés par les syndicats.

L'activité politique va s'accélérer en vue des prochaines élections en 2014, nous aurons à prendre rapidement des décisions concernant notre engagement dans ces élections.

Les élections européennes se profilent alors que le niveau de chômage n'a jamais été aussi élevé. 20 millions de travailleurs sont privés d'emploi en Europe, les taux de chômage sont 27% en Espagne et en Grèce, au Portugal, en Italie, les ministres démissionnent, partout les plans d'austérité produisent les mêmes effets.

Dans le monde, la course aux profits, la concurrence internationale s'accélère. Des négociations ont lieu partout, commerce, défense, exploitation de nouvelles richesses, partout les multinationales sont en concurrence.

Accord transatlantique entre l'Europe et les USA (40% des échanges mondiaux). Rencontres multiples entre les dirigeants chinois et ceux d'Amérique Latine, accords commerciaux entre « pays émergents », rencontre entre les dirigeants chinois et africains, entre la Chine et la Suisse, et autres « sommets » de toutes sortes qui ont un fond politique commun : supprimer les contraintes, les obstacles qui s'opposent à la recherche de profits nouveaux, aux peuples de payer les conséquences.

Mais il y a des résistances, les peuples ne se laissent pas faire, les mouvements sociaux sont de plus en plus nombreux et puissants. Au Brésil, grèves et manifestations concernant l'accès à la santé, à l'éducation, l'augmentation des salaires, l'accès aux transports.

En Egypte, en Tunisie, en Turquie, ce sont les revendications sociales, malgré l'utilisation des religions qui sont portées par les peuples.

En Egypte, la reprise en main par l'armée vise à maîtriser le mouvement populaire et installer les serviteurs de l'impérialisme américain au risque d'une guerre civile.

On le voit partout dans le monde, la lutte des classes s'intensifie et ce mouvement ne peut que s'amplifier.

La question de notre activité dans cette période de bouillonnement social se pose.

Des dispositions sont prises concernant notre activité pendant la période de congés, il faudra être présent très vite à la rentrée, nous allons élaborer un tract à distribuer partout, réunir les adhérents dans les départements dès que possible, en clair se mettre rapidement au service des luttes avec nos explications.

www.sitecommunistes.org